

# COURRIER

de l'Institut du Bosphore

No: 20 – Octobre-Novembre 2011



## ANALYSE DE LA PRESSE

Octobre - Novembre 2011

1. A la une : Les affrontements entre les forces turques et le PKK
2. Le dossier du mois : La Syrie
3. Economie
4. Union européenne
5. International
6. Turquie-France
7. Séisme
8. Récapitulatif des journalistes ayant couvert le sujet turc (octobre-novembre 2011)

## 1. A la une :

### Les affrontements entre les forces turques et le PKK

Des attaques provenant de plusieurs groupes armés du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) se sont produites mardi soir [18 octobre] près de la frontière turco-irakienne dans les localités de Çukurca et de Yüksekova, dans la province de Hakkari qui abrite plusieurs postes militaires et frontières de la gendarmerie turque. Les multiples attaques menées par les rebelles ont causé la mort de vingt-quatre soldats turcs et dix-huit blessés.

En riposte, l'armée turque a lancé des opérations terrestres et aériennes d'envergure jeudi [20 octobre], franchissant la frontière irakienne et visant notamment la région de Qandil, principale base arrière du PKK, pour tenter d'intercepter les rebelles kurdes au nord de l'Irak. Les affrontements entre les forces turques et le PKK se sont intensifiés, une quinzaine de combattants kurdes ont été tués par les commandos turcs.

#### Les tensions ne cessent de s'accroître entre les rebelles kurdes et le gouvernement turc.

Mercredi [19 octobre], un porte-parole du PKK, Ahmed Denis, a revendiqué les attaques meurtrières en menaçant de riposter plus fort par des opérations militaires éventuelles à l'extérieur des frontières turques (*Le Monde*, 19/10/2011). Le président turc Abdullah Gül a répliqué en déclarant : «Notre vengeance sera terrible » (*Le Point*, 19/10/2011), et en promettant de poursuivre le combat pour venger la mort des soldats turcs et mettre un terme à la terreur.

Annulant une visite de trois jours entamée mercredi 19 octobre au Kazakhstan, le premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a clamé de nouveau sa détermination à combattre le terrorisme et à mener «des opérations d'envergure au-delà de la frontière, comme l'autorise le droit international» tout en ajoutant vouloir trouver une solution démocratique pour la résolution de ce conflit qui dure depuis des années. (*Le Point*, 19/10/2011).

Condamnant les attaques du PKK près de la frontière irakienne, l'Irak et l'Iran ont exprimé leurs condoléances tout en promettant de coopérer avec la Turquie. Bagdad a promis de coopérer avec Ankara en matière de sécurité, a indiqué le ministère des Affaires étrangères dans un communiqué. La Turquie demande régulièrement à l'Irak de ne pas laisser les rebelles utiliser son territoire comme base. (*Le Point*, 20/10/2011).



L'Irak et la Turquie envisagent quant à eux une coopération militaire dans le cadre d'un « plan d'action commun » contre les rebelles kurdes, visant la sécurité des deux pays. Lors d'une

**La citation du mois**  
« Après s'être trouvés en concurrence sur la Libye, les deux pays s'offrent, avec le dossier syrien, l'occasion de tester leur capacité à coopérer sur un autre point chaud régional » (Guillaume Perrier, *Le Monde*, 20/11/2011)

conférence de presse à Ankara avec son homologue iranien Ali Akbar Salehi, Ahmet Davutoglu a déclaré : « Notre détermination de lutter ensemble contre le PKK et le PJAK va se poursuivre de la manière la plus forte » (*Le Point*, 21/10/2011).

Le PKK mène une lutte armée contre le gouvernement turc depuis 1984 dans le sud-est du pays, mais ces dernières attaques ont été considérées comme parmi les plus lourdes, la dernière opération de cette ampleur remontant à février 2008. Malgré un certain « apaisement » du conflit, les attaques du PKK n'ont cessé de se multiplier notamment depuis cet été. Parmi les actions revendiquées par le PKK, s'ajoute un détournement de ferry qui a duré plus de 12 heures en mer de Marmara où se trouve l'île d'Imrali, lieu où est emprisonné à vie le chef du PKK, Abdullah Öcalan. L'auteur, un homme âgé de 28 à 30 ans membre du PKK, a pris possession du ferry Kartepe en détention d'un engin explosif avec 24 passagers à son bord. L'homme qui s'était revendiqué comme « membre de l'organisation terroriste » a trouvé la mort peu après le début d'une opération de sécurité (*Le Figaro*, 12/11/2011). Récemment encore, [le 24 novembre] des membres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont attaqué la zone de forage avec des fusils-mitrailleurs des rebelles kurdes dans la localité de Bekirhan, dans la province de Batman. Ces derniers ont attaqué un puits de pétrole situé dans le sud-est de la Turquie, tuant trois employés et blessant un autre. (*Le Figaro*, 24/11/2011).

Endeuillée par cette nouvelle offensive, la Turquie a organisé une cérémonie à la mémoire des 24 soldats "martyrs" tués lors des attaques jeudi matin [20 octobre] (*Le Parisien*, 20/10/2011). Par ailleurs, plusieurs manifestations ont été organisées pour dénoncer les attaques du PKK, en Turquie mais aussi en France, place de la Bastille, qui ont donné lieu à des heurts violents entre Kurdes et Turcs. A Paris, la manifestation avait été organisée par des jeunes turcs devant l'Opéra Bastille contre « le terrorisme en Turquie » : ces derniers ont été attaqués à coups de projectiles par des groupuscules se réclamant du PKK (*Le Parisien*, 30/10/2011). « La police a dû intervenir pour mettre fin aux heurts à coups de gaz lacrymogènes. » (*Le Figaro*, 30/10/2011).

Selon l'auteur de « Les Kurdes et leur histoire » Sabri Cigerli, cet engrenage peut être expliqué par un refus des autorités turques de signer, au dernier moment, un accord qui venait d'être conclu à la suite de négociations discrètes avec le gouvernement et par la reprise de leur politique d'arrestations de militants autonomistes kurdes. Sabri Cigerli estime que « le PKK s'est senti trahi » (*L'Express*, 21/10/2011). Certains analystes y voient un moyen pour le PKK de « court-circuiter » le « processus positif » engagé pour la mise au point « d'une nouvelle constitution à travers des négociations au parlement » comme le décrit Mesut Ülker, ancien officier turc du personnel général et analyste militaire interrogé par Euronews. (*L'Express*, 21/10/2011).

La détérioration des relations entre la Syrie et la Turquie alimente par ailleurs la montée des violences contre le gouvernement turc. En effet, la présence d'une majorité de Kurdes en Syrie et la décision en avril dernier, de laisser rentrer d'exil le leader kurde Mohammed Saleh Mouslim, leader du Parti de l'union démocratique (PYD), considéré comme étant la version syrienne du PKK, ne fait que raviver les tensions entre Damas et Ankara. (*Le Figaro*, 07/11/2011). « Isolé à l'intérieur comme à l'extérieur des frontières de son pays, le dictateur encourage le plus radical des partis kurdes, au risque de provoquer la Turquie. » (*Le Figaro*, 07/11/2011).

Malgré une recrudescence des violences, le gouvernement du Parti de la justice et du développement (AKP), depuis son arrivé au pouvoir en 2002, a entamé un processus qualifié d'«ouverture démocratique» vis-à-vis de la population kurde concernant l'attribution de davantage de droits. Des promesses avaient été faites concernant notamment «l'élargissement des libertés individuelles par des réformes législatives, tout en luttant avec des moyens militaires contre les séparatistes kurdes.» (*Le Parisien*, 17/10/2011). Allant dans le sens des promesses annoncées, une université du sud-est de la Turquie, zone peuplée en majorité de Kurdes, a ouvert le 17 octobre une licence de langue et littérature kurdes composée de 21 étudiants (8 femmes et 13 hommes) (*Le Parisien*, 17/10/2011). Même si des cours optionnels de kurde existaient déjà dans plusieurs autres universités en Turquie, l'ouverture d'une telle licence est une première consolidant encore plus les libertés individuelles.

Par ailleurs, le gouvernement turc a, durant ces dernières années, accordé d'importants droits aux 15 millions de Kurdes de Turquie et ceci «dans l'espoir de mettre fin à une rébellion armée, et pour augmenter les chances de la Turquie d'intégrer l'Union européenne (UE)». (*Le Parisien*, 17/10/2011). De plus, à la demande de Kemal Kilicdaroglu, le chef du Parti républicain du peuple, le premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan s'est excusé pour la première fois pour le massacre de Dersim, qui avait causé la mort de près de 14.000 Kurdes dans les années 30. (*Le Figaro*, 23/11/2011).

## 2. Dossier du mois : La Syrie

### Pressions internationales sur le régime de Bachar Al-Assad

L'accusant de ne pas avoir appliqué le plan de paix négocié début novembre, prévoyant en premier lieu un arrêt des violences, la Ligue Arabe suspend la participation de la Syrie aux réunions et provoque la colère en Syrie. (*Le Monde*, 13/11/2011).

A l'annonce de cette suspension, des Syriens armés de bâtons et de couteaux ont pris pour cible les représentations diplomatiques. Ils ont attaqué l'ambassade d'Arabie saoudite à Damas ainsi que les consulats français et turcs à Lattaquié, samedi soir [12 novembre]. En réaction le lendemain, dimanche [13 novembre], le Quai d'Orsay a rappelé son ambassadrice syrienne. Ankara en a fait de même avec «le chargé d'affaires syrien» (*Le Monde*, 13/11/2011).

L'Union européenne a, elle, renforcé ses sanctions. Quant à la Turquie et la Jordanie, elles ont pris position en faveur d'un départ du président Assad. (*Le Monde*, 14/11/2011).

Avant de rencontrer dimanche soir [13 novembre] des représentants du Conseil National Syrien (CNS), le ministre des Affaires étrangères Ahmet Davutoglu, a appelé la communauté internationale à s'exprimer «d'une seule voix» au vu «des graves développements en Syrie». «Le gouvernement syrien devrait tirer la leçon du message de la Ligue arabe et cesser de commettre des violences contre son peuple» a-t-il ajouté (*Le Monde*, 13/11/2011). Ahmet Davutoglu a par ailleurs affirmé être aux côtés du peuple syrien «dans sa lutte légitime» jugeant qu'il n'était «plus possible de faire confiance aux autorités syriennes» (*Le Monde*, 14/11/2011).

C'est à l'issue du Forum de coopération turco-arabe tenu à Rabat, mercredi 16 novembre, que les pays de la Ligue et la Turquie ont de nouveau appelé de leurs vœux, dans un communiqué conjoint, l'adoption de «mesures urgentes pour protéger les civils» de la répression du régime syrien de Bachar al-Assad. «Les ministres ont également insisté sur l'importance de la stabilité et l'unité de la Syrie, et la nécessité de trouver un règlement à la crise, sans aucune intervention étrangère», selon ce texte. (*Le Parisien*, 16/11/2011)

La Ligue arabe et la Turquie ne souhaitent pas une intervention étrangère en Syrie. Durant cette réunion, l'opposition syrienne a souligné plutôt l'importance de la création « d'un sanctuaire à la frontière syro-turque pour la protection des civils, avec l'envoi d'une mission d'observateurs ». (*Le Parisien*, le 16/11/2011)

### Détérioration des relations entre Ankara et Damas

Qualifié de médiateur par la plupart des observateurs occidentaux, le gouvernement turc s'est toujours présenté comme étant un allié économique et politique de la Syrie. De plus, une coopération fructueuse avait été établie par la suppression des visas entre ces deux pays. Cependant, le manque de réactivité du président syrien face aux pressions diplomatiques internationales et la poursuite des répressions contre les civils ne font qu'accroître son isolement dans la région.

C'est au lendemain de l'attaque des représentations diplomatiques turques que la Turquie a déclaré avoir « perdu espoir » face à l'attitude adoptée par le régime syrien au sujet du mouvement de contestation qui perdure, rapatriant *de facto* les familles des diplomates présents sur place.

« Une foule rassemblée devant l'ambassade de Turquie a scandé des slogans hostiles aux autorités turques. Des manifestants ont essayé d'escalader les murs d'enceinte et de forcer la grille d'entrée. La police syrienne a dû faire usage de grenades lacrymogènes pour les disperser. A Alep, des manifestants sont entrés dans le jardin du consulat turc. Des vitres ont été brisées et un drapeau turc incendié. » décrit le quotidien *le Point*. (*Le Point*, 13/11/2011)

Suite à ces attaques contre les ambassades étrangères en Syrie, des poursuites contre les auteurs vont être engagées, d'après l'agence de presse officielle Sana, citant un communiqué du ministère de l'Intérieur. (*Challenges*, 17/11/2011). Des excuses ont été exprimées par le ministre syrien des Affaires étrangères Walid Mouallem cependant le gouvernement turc a affirmé attendre des excuses officielles. (*Le Figaro*, 15/11/2011)

Le premier ministre Recep Tayyip Erdogan a notamment estimé que : « L'administration syrienne est sur un chemin très dangereux et est sur le fil du rasoir ». Ce dernier a appuyé son propos en exprimant au Parlement : « Nous nous attendons plus à ce que l'administration d'Assad fasse preuve d'un leadership honnête, persuasif, brave et déterminé », avant d'ajouter : « Personne n'attend de lui désormais qu'il se conforme aux demandes de la communauté internationale ». (*Le Point*, 15/11/2011).

## Une ligne plus dure vis-à-vis de Damas

Ankara se dit prête à adopter une ligne de plus en plus dure à l'égard de son ancienne alliée en évoquant « certaines sanctions » comme annoncé mercredi [le 2 novembre] par le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan.

« La Turquie n'est pas favorable aux sanctions en général. Elle redoute sans doute que les Occidentaux l'invitent à les rejoindre sur le terrain des sanctions contre l'Iran, qu'elle a rejetées », note l'analyste Sinan Ülgen, basé à Istanbul en ajoutant que : « La Turquie juge que la durée de vie du régime syrien est limitée, donc elle aide l'opposition, y compris armée. Elle a perdu espoir de se faire entendre auprès de Damas ». (*Le Point*, 04/11/2011).

Cependant, Ankara continue à défendre sa position face à Damas comme cela a été le cas lors d'une déclaration faite aux journalistes à l'ouverture du Forum de coopération turco-arabe qui s'est tenu à Rabat en présence des chefs de la diplomatie de la Ligue arabe le 16 novembre. Le ministre turc des Affaires étrangères, Ahmet Davutoglu a ainsi affirmé : « Le régime syrien va payer très cher ce qu'il a fait » (*Le Figaro*, 16/11/2011).

Afin d'accroître la pression sur Damas, Ankara cible le secteur énergétique. En effet, la Turquie envisage la révision de ses livraisons d'électricité à la Syrie mais également l'arrêt des explorations de pétrole menées conjointement avec elle. Six puits syriens sont ainsi concernés. (*Le Monde*, 15/11/2011). Selon l'agence Anatolie, Taner Yildiz, le ministre turc de l'énergie, a annoncé l'arrêt d'une coopération dans le domaine de l'exploration pétrolière, déclarant : « Nous fournissons actuellement de l'électricité à la Syrie, si cette situation persiste, nous serons amenés à réviser toutes ces décisions » (*Le Monde*, 16/11/2011).

Suite aux récentes déclarations du président Bachar Al-Assad, concernant sa détermination à se maintenir à la tête du régime, Recep Tayyip Erdogan a renforcé une fois de plus sa position. Lors du forum international à Istanbul, devant la presse, le Premier Ministre turc a répliqué en affirmant que les jours de Bachar Al-Assad étaient comptés et qu'il ne pourrait indéfiniment se maintenir au pouvoir par la force. (*Le Monde*, 21/11/2011)

Le lendemain, le 22 novembre, le Premier Ministre turc a pour la première fois demandé ouvertement le départ du président syrien Bachar al-Assad. Il l'a exhorté à quitter le pouvoir afin de « prévenir davantage d'effusion de sang » dans le pays. Qualifié d'« escalade verbale » par le quotidien Libération, (*Libération*, 23/11/2011), Recep Tayyip Erdogan a déclaré devant le groupe parlementaire de son parti de la justice et du développement : « Pour le salut de ton peuple, de ton pays et de la région, quitte désormais le pouvoir » (*Le Nouvel Observateur*, 22/11/2011)

A l'issue du forum international à Istanbul, la Turquie et la Ligue arabe ont déclaré dans un communiqué conjoint, être « contre toute intervention étrangère en Syrie ». Elles ont également appelé à l'adoption de « mesures urgentes pour protéger les civils » de la répression du régime syrien. (*Le Figaro*, 16/11/2011). Le Premier Ministre turc a quant à lui reproché à la communauté internationale de ne pas s'élever assez fermement contre la répression de l'opposition en Syrie. Ce dernier a déclaré : « Il semble que la Syrie ne soit pas suivie par la

communauté mondiale avec l'attention et la sensibilité qu'elle mérite parce qu'elle n'est pas suffisamment riche en ressources énergétiques » (*Le Monde*, 17/11/2011).

Même si le président de la République, Abdullah Gül, ne juge pas qu'une « intervention militaire étrangère soit opportune actuellement » (*Le Figaro*, 22/11/2011), les Frères Musulmans se sont dits prêts à accepter une « intervention » venant d'Ankara. Selon leur leader en exil, Mohammad Riad Shakfa, « le peuple syrien acceptera une intervention venant de Turquie, plutôt que de l'Occident, s'il s'agit de protéger les civils. (...) Nous pouvons avoir besoin de demander davantage de la Turquie, car c'est un voisin », a-t-il dit, sans toutefois préciser la nature de l'intervention pouvant être acceptée par la confrérie. (*Le Monde*, 17/11/2011)

Le gouvernement turc reste pourtant ferme à cet égard, et exclut toute intervention étrangère. Le vice-Premier Ministre turc, Bülent Arınç a déclaré jeudi 24 novembre au soir à des journalistes, cité par la chaîne d'information CNN-Türk : « Nous sommes absolument opposés à toute intervention en Syrie et rejetons toute opération qui impliquerait la Turquie contre ce pays ». (*Le Nouvel Observateur*, 25/11/2011). Selon les journaux turcs, Ankara s'oppose à toute initiative unilatérale ou à une intervention étrangère pour accélérer un « changement de régime » à Damas, mais n'exclut pas de réagir en cas de massacres de grande ampleur. Asli Aydintasbas précise dans *Milliyet* : « Ankara ne pourrait prendre part à une intervention militaire contre la Syrie que dans le cadre d'une action de la communauté internationale et après une décision du Conseil de sécurité de l'Onu ». (*Challenges*, 20/11/2011).

Tout en durcissant le ton, la Turquie réfléchirait en outre à créer des zones tampon voire une zone d'exclusion aérienne à la frontière qui sépare les deux pays pour éviter un afflux de population de grande ampleur en cas d'intervention des forces syriennes dans une zone proche de la Turquie (*Le Nouvel Observateur*, 25/11/2011). En effet, plus de 7000 Syriens sont hébergés dans des camps du Croissant-Rouge dans la province frontalière turque de Hatay (*Le Figaro*, 22/11/2011). Comme le souligne Laure Marchand : « la manœuvre viserait à contenir un éventuel exode. Mais Ankara ne veut pas être entraîné dans une intervention. » (*Le Figaro*, 22/11/2011).

Outre la frontière commune de plus de 800 km avec la Syrie et l'accueil des réfugiés (7 500) sur le sol turc (*Le Point*, 04/11/2011), les raisons de l'intervention de la Turquie sur le dossier syrien ont été légitimées. Plusieurs analystes voient dans cette « intervention turque » un moyen pour le gouvernement turc de canaliser les rebelles kurdes membres du PKK. La possible instrumentalisation par la Syrie du PKK pourrait envenimer davantage les tensions existant entre la Syrie et la Turquie. Allant dans cette réflexion Sinan Ülgen a noté : « Côté turc, on pense que la Syrie tente d'utiliser la carte PKK, les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan, qui multiplient leurs attaques contre les forces turques ». L'ancien conseiller de presse de M. Erdogan Akif Beki, a déclaré dans le journal *Radikal* : « On assiste à une montée en parallèle du terrorisme du PKK et de la colère turque vis-à-vis de la Syrie ». (*Le Parisien*, 04/11/2011)

### Rapprochement Turco Français

A la suite d'une visite effectuée le 17 et 18 novembre, le chef de la diplomatie française, Alain Juppé s'est entretenu avec le premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan ainsi qu'avec son homologue Ahmet Davutoglu. Reçu par le chef de l'Etat Abdullah Gül, Alain Juppé a exprimé sa volonté de sanctionner le régime de Damas. (*Le Figaro*, 16/11/2011).

Dénonçant d'une même voix la répression des manifestations en Syrie le vendredi 18 novembre, Paris et Ankara appellent au renforcement de sanctions contre le régime de Bachar Al-Assad. Cet accord sur la question syrienne est signe d'un rapprochement franco-turc comme l'a souligné Guillaume Perrier : « Après s'être trouvés en concurrence sur la Libye, les deux pays s'offrent, avec le dossier syrien, l'occasion de tester leur capacité à coopérer sur un autre point chaud régional. » (*Le Monde*, 20/11/2011)

Afin de protéger les civils, la France a par ailleurs proposé la mise en place de « corridors humanitaires ». Cette proposition française formulée par le ministre des Affaires étrangères Alain Juppé, est cependant en « gestation ». Incertain des conséquences qu'aurait cette proposition, un représentant du gouvernement turc a déclaré à Reuters : « Nous avons évoqué beaucoup de possibilités avec les Français, ce qui se passera si la situation devient incontrôlable et se détériore. Il y a bien sûr des plans de réserve, mais nous n'en sommes pas encore là ». (*Les Echos*, 26/11/2011).

## 3. Economie

### Recul du chômage

« Le chômage a baissé à 9,1% de la population active en rythme annuel au cours du trimestre juin-août 2011, contre 10,6% pour la même période de 2010, a annoncé lundi l'Institut de la statistique (Tüik). Le nombre de chômeurs a baissé de 273.000 personnes sur un an, pour atteindre 2,509 millions, a ajouté le Tüik sur la base d'une étude réalisée auprès de 95.000 personnes (...) D'après les experts, les chiffres officiels du chômage sont cependant largement sous estimés, plusieurs secteurs d'emploi ou catégories sociales échappant aux études officielles. » (*AFP*, 17/10/2011).

### Croissance

« L'économie turque est sortie d'une grave récession dans le sillage de la crise mondiale de 2008. Le Produit intérieur brut (PIB) a progressé de 8,9% en 2010, la croissance atteignant le taux record de 11,6% au premier trimestre 2011 et celui de 8,8% au deuxième trimestre. Le gouvernement turc a affirmé la semaine dernière qu'il prévoyait une croissance de 4% en 2012, en nette baisse en raison de la crise de la zone euro. » (*AFP*, 17/10/2011).

### **BNP Paribas lance sa banque privée en Turquie**

« BNP Paribas Wealth Management poursuit sa stratégie de développement de la banque privée sur ses marchés domestiques. Aujourd'hui, le réseau de BNP Paribas en Turquie est fort de 600 agences après la réunion du réseau commercial de la banque turque TEB, détenue en partenariat par BNP Paribas et la famille Colakolu, et de celui de Fortis. La banque privée, placée sous la responsabilité d'une femme, Banu Taskin, dispose pour démarrer d'environ 1,5 milliard d'euros d'actifs sous gestion, confiés par les clients de la petite banque privée que possédait TEB mais aussi des clients issus de la banque de détail. La banque vise un montant de 4 milliards d'euros d'encours à horizon de trois à cinq ans. » (*Caroline Lechantre, les Echos, 09/10/2011*).

### **SABMiller se renforce en Russie via la Turquie**

« SABMiller a signé un accord en vue de transférer ses activités en Russie et en Ukraine, valorisées à 1,9 milliard de dollars, au brasseur turc Anadolu Efes Biracilik, dont il obtiendra en échange 24 % du tour de table après une augmentation de capital. Le groupe Anadolu en restera le premier actionnaire, mais sa part descendra à 42,8 %. Anadolu Efes, qui tire 31 % de ses ventes de la Turquie, est aussi présent dans des pays voisins comme la Russie, le Kazakhstan, la Géorgie et la Moldavie. Il deviendra désormais le véhicule unique des investissements de SABMiller dans l'ex-URSS, dans toute l'Asie centrale et au Moyen-Orient. » (*Denis Fainsilber, les Echos, 20/10/2011*).

### **Coopérative automobile : POINT S s'implante en Turquie**

« Point S, réseau spécialiste du pneumatique et de l'entretien automobile, poursuit son expansion à l'international. Après le Royaume-Uni et les Pays-Bas en 2010, l'enseigne s'implante en Turquie. Un premier centre a été inauguré en juillet dernier à Bursa. Point S a pour objectif d'atteindre les 50 points de vente courant 2012. Fondée en 1971, l'enseigne compte près de 2 000 points de vente répartis sur plus de 20 pays, dont 430 en France. » (*Les Echos, 20/10/2011*).

### **Turquie: Alstom remporte un contrat de signalisation ferroviaire pour 89 M EUR**

« Le groupe français Alstom Transport a remporté en Turquie un contrat de 89 millions d'euros pour la conception, la fabrication et la fourniture d'un système de signalisation pour une ligne ferroviaire de plus de 300 kilomètres. » (*Le Point, 16/11/2011*).

### **Pétrole/gaz : accord Ankara/Shell**

Suite à un conflit gazier opposant Ankara à la République de Chypre entreprenant ses propres recherches de gaz en Méditerranée, la signature d'un accord avec le géant pétrolier anglo-néerlandais Shell pour des explorations offshore en Turquie sera réalisée. Selon l'agence de presse Anatolie, le ministre turc de l'Energie Taner Yildiz a déclaré mercredi 16 novembre : « Nous allons nous asseoir à la table avec Shell la semaine prochaine (...) Shell et la TPAO (compagnie publique turque de pétrole, ndlr) vont signer un nouvel accord pour la recherche de pétrole et de gaz sur notre territoire et en mer ». (*Le Figaro, 16/11/2011*). Cet accord a été signé le 23 novembre 2011 à Ankara. (*Le Figaro, 23/11/2011*).

### **Toyota produira une berline en Turquie**

Selon l'agence de presse Anatolie, Toyota a annoncé aujourd'hui [le 24 novembre] le lancement en Turquie d'une chaîne de production pour une nouvelle berline de catégorie C qui arrivera sur les marchés d'ici à deux ans. « Toyota Turquie emploie actuellement quelque 3000 ouvriers et a une capacité de production de 150.000 unités par an. L'usine de Sakarya produit des modèles Auris et Verso pour l'exportation vers plus de 30 pays, principalement en Europe, selon le site internet de l'entreprise. » (*Le Figaro*, 24/11/2011).

## **4. Union européenne**

Malgré les réticences de la chancelière allemande Angela Merkel ainsi que du président français Nicolas Sarkozy, concernant l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, le président turc Abdullah Gül estime que celle-ci pourrait devenir le « moteur de croissance » de l'Union. Ce dernier a déclaré au Sunday Telegraph : « Les personnes qui ont une vision restreinte et qui manquent de perspective stratégique, considèrent l'adhésion de la Turquie comme un fardeau ». (*Les Echos*, 20/11/2011).

Le Président turc a de plus souligné le fort potentiel de la Turquie en s'appuyant sur sa position stratégique mais aussi sur « ses avoirs, la valeur qu'elle peut ajouter en termes de ressources énergétiques, sa population, le dynamisme qu'elle peut apporter à l'Europe et également la croissance qu'elle peut lui apporter. » (*Les Echos*, 20/11/2011).

Etant parmi les pays les plus hostiles à la demande d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, la France a une fois de plus exprimé sa position avant la tenue du Conseil européen qui aura lieu le 9 décembre et durant lequel les questions concernant la Serbie, le Monténégro le Kosovo et la Turquie vont être discutées.

Le ministre des Affaires étrangères Alain Juppé a déclaré mercredi [23 novembre] en conseil des ministres que la position de Paris restait la même : « S'agissant de la Turquie, la position de la France n'a pas changé sur la méthode et l'issue des négociations avec ce pays. C'est dans le respect de ce cadre qu'elle examinera avec attention les propositions de la commission visant à relancer la relation avec la Turquie grâce à des avancées concrètes (rapprochement des normes; dialogue politique renforcé; visas, réadmission et contrôle aux frontières) », souligne le compte-rendu du conseil des ministres. (*Le Nouvel Observateur*, 23/11/2011).

Alain Juppé a ajouté : « Pour que cette politique demeure un atout, elle doit être maîtrisée, en prenant en compte la situation actuelle de l'Union ». (*Le Monde*, 23/11/11). Le président turc Abdullah Gül a, quant à lui, dénoncé les « obstacles politiques artificiels » qui bloquent les négociations d'adhésion. (*Le Monde*, 23/11/11).

## 5. International

### Afghanistan

Une conférence intitulée « Sécurité et coopération au cœur de l'Asie » et portant sur l'avenir de l'Afghanistan s'est tenue mercredi [2 novembre]. Celle-ci a rassemblé les représentants d'une vingtaine de pays et d'organisations à Istanbul.

Organisé sous l'égide de la Turquie, de l'Afghanistan et du Pakistan, le sommet tripartite réunissait pour la première fois depuis l'assassinat le 20 septembre dernier de l'ancien président Rabbani, les présidents afghan et pakistanais. (*Le Parisien 01/11/2011*).

La Turquie s'est efforcée d'apaiser les tensions entre les deux pays voisins. Le président turc a déclaré être « parvenu à une entente commune ». Le président afghan Hamid Karzaï a pour sa part déclaré : « J'espère que cette coopération produira des résultats », en remerciant la Turquie d'avoir joué un rôle de « facilitateur » dans ses différends avec le Pakistan. (*Le Parisien, 01/11/2011*).

D'après Abdullah Gül, la décision de son homologue Hamid Karzaï de coopérer pour éclaircir le meurtre de l'ex-président Rabbani est considérée comme « l'une des plus importantes conclusions de ce sommet ». Ils ont par ailleurs signé deux accords concernant une coopération dans le domaine de la sécurité civile et militaire prévoyant des exercices militaires communs ainsi qu'une coopération frontalière contre le terrorisme. » (*Le Parisien 01/11/2011*).

« Ce rendez-vous est le sixième du genre depuis que la Turquie, membre de l'Otan, a mis en place en 2007 un mécanisme régulier de consultations afin d'encourager les deux pays à surmonter leurs divergences ». (*Le Parisien 01/11/2011*). Celui-ci sera notamment suivi début décembre [le 5 décembre] par la conférence de Bonn qui réunira les principaux pays donateurs autour de l'avenir de l'Afghanistan. (*Le Parisien, 02/11/2011*).

### Israël

Détenu depuis plus de cinq ans par le mouvement Hamas à Gaza, le soldat franco-israélien Gilad Shalit a été libéré mardi 18 octobre en échange d'un premier groupe de 477 Palestiniens, constituant un « espoir pour le processus de paix israélo-palestinien ».

Qualifié de « bouffée d'espoir » par la plupart de quotidiens, cette libération a suscité beaucoup de déclarations de la part des différents chefs d'Etats et responsables internationaux qui voient dans cet échange un nouvel espoir d'accélération du processus de paix au Moyen-Orient.

La Turquie s'est également exprimée, réaffirmant son souhait de pacification de la région. Le vice-premier ministre, Bülent Arinc, a souligné : « Tout ce que nous souhaitons, c'est que les armes se taisent, que le sang cesse de couler et que la Palestine [...] devienne un Etat plus libre, indépendant et en sécurité, dans ses propres frontières. » (*Le Monde, 18/10/2011*).

Parmi les détenus échangés contre le soldat Gilad Shalit, 11 palestiniens dont une femme ont été accueillis par Ankara à l'aéroport Esenboga depuis l'Égypte. Ayant répondu favorablement à une demande écrite des responsables palestiniens concernant ce transfert, le ministre turc des Affaires étrangères, Ahmet Davutoglu, a déclaré : « Il n'y a là rien d'extraordinaire. C'est une contribution au processus de paix » (*Le Figaro*, 18/10/2011). Qualifiant la question de « question d'ordre humanitaire », le ministre a ajouté : « Tous les Palestiniens doivent se sentir chez eux en Turquie » (*Le Figaro*, 19/10/2011)

## Iran

Suite au nouveau rapport de l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique) confirmant le développement d'armes nucléaires iraniennes, la communauté internationale continue de faire pression sur le régime.

Israël et le Royaume-Uni ont menacé l'Iran de frappes militaires (*Libération*, 10/11/2011). Washington persiste à vouloir faire pression sans imposer de mesures « trop dures qui bloqueraient les exportations de pétrole iranien, de peur d'enflammer le prix du baril. » (*Libération*, 10/11/2011)

Ankara a pour sa part déclaré être opposée à l'idée de frappes militaires contre l'Iran. Selon l'agence de presse turque Anatolie, Ahmet Davutoglu a affirmé : « Le fait même de parler d'une éventuelle intervention militaire dans la région n'est pas correct (...) Nous sommes opposés à une telle intervention et pensons qu'elle provoquerait plus d'instabilité », « Il n'est pas acceptable que des pays, qui sont eux-mêmes soupçonnés d'avoir des armes nucléaires, provoquent de nouvelles tensions dans notre région ». (*Le Figaro*, 12/11/2011).

Le ministre a par ailleurs appelé l'Iran et l'AIEA à « la clarté et à l'ouverture concernant leurs déclarations et conclusions sur cette question du nucléaire à des fins militaires. » (*Le Figaro*, 12/11/2011).

## Irak

Suite à un conflit financier opposant l'Irak à la Turquie, concernant la réclamation d'impayés à la Compagnie publique irakienne de vente de produits pétroliers, la Turquie a suspendu des vols civils en provenance d'Irak. L'Irak a riposté en bloquant des vols en provenance de la Turquie. (*Le Figaro*, 21/11/2011).

## 6. Turquie-France

### « Génocide arménien »

Début octobre, à Erevan, le président Nicolas Sarkozy a déclaré vouloir « la reconnaissance du génocide des Arméniens, commis en 1915-1916 par le gouvernement nationaliste Jeune Turc », ajoutant : « Si la Turquie ne le faisait pas, alors il faudrait sans doute aller plus loin ». En effet, l'Assemblée nationale avait voté en 2005 une proposition de loi pénalisant la négation du génocide, proposition qui avait été enterrée par le Sénat. Selon Guillaume Perrier, ces déclarations, qualifiées d'« injonctions », « n'ont aucune chance d'être suivies d'effets positifs » et font qu'Ankara se « braque » davantage. (*Le Monde*, 19/11/2011)

La question du génocide arménien refait débat à l'approche des élections présidentielles, suscitant une fois de plus un regain de tension entre la France et la Turquie. Comme le souligne Guillaume Perrier : « Ce n'est pas la première fois que la «question arménienne» fait irruption dans une campagne électorale française ». L'auteur estime que c'est le moyen pour le président français « de ne pas laisser le champ libre à son futur adversaire socialiste » qui avait, dès 1998, convaincu Lionel Jospin de laisser le Parlement préparer la loi reconnaissant le génocide de 1915, qui fut votée en 2001. Pour finir, Guillaume Perrier ajoute : « la réflexion doit d'abord se dégager de tout opportunisme électoral, sous peine de perdre toute crédibilité. Elle doit bien sûr s'écarter de toute pression, qu'elle émane d'Ankara ou des groupes politiques qui contrôlent la diaspora arménienne, sans apparaître comme une sanction contre la Turquie. » (*Le Monde*, 19/11/2011)

### Charlie Hebdo

Le site Internet de l'hebdomadaire a été piraté le mercredi 2 novembre, diffusant ainsi des messages en turc et en anglais. Avec des propos qualifiés de « violents et islamistes » par le quotidien le Monde, les hackers, avaient menacé Charlie Hebdo suite à la sortie d'un numéro intitulé «Charia hebdo». (*Le Monde*, 02/11/2011).

Le piratage a été revendiqué par les Akincilar, se présentant comme « une équipe de cyberguerriers » qui se dit également prête à « tout pour l'islam ». (*Le Monde*, 02/11/2011). Ces derniers ont estimé que : « le site web charliehebdo.fr est devenu notre cible à cause de ses dessins qui offensent nos valeurs religieuses. Puisqu'il est méprisant envers notre prophète, nous avons mis notre contenu sur la page d'accueil pour protester ». (*Le Parisien*, 03/11/2011). Cependant, ces hackers nient avoir incendié les locaux du journal, détruits le jour même de l'attaque informatique (*Le Monde*, 02/11/2011).

### Liberté de la presse

En dépit des modifications apportées en 2008 au code pénal, la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a estimé dans un arrêt rendu à l'unanimité des juges, que la liberté d'expression n'était pas garantie en Turquie. En effet, selon l'article 301, toute personne « ayant dénigré la nation turque ou l'Etat de la République de Turquie » est punie de deux années

d'emprisonnement : « Cet article a été fréquemment utilisé contre des journalistes ou des intellectuels, coupables d'avoir évoqué le génocide arménien ». (*Le Monde*, 25/10/2011)

Par ailleurs, selon la Cour, « Le libellé de l'article 301 du code pénal, tel qu'interprété par la justice, est excessivement large et vague et ne permet pas aux individus de régler leur conduite ou de prévoir les conséquences de leurs actes ». (*Le Monde*, 25/10/2011)

Une vague de procès et d'arrestations s'ouvre une fois de plus en Turquie ; l'éditeur Ragip Zarakolu a été inculpé et incarcéré à Istanbul le 1<sup>er</sup> novembre pour « appartenance à une organisation terroriste » (*Le Monde*, 3 novembre 2011). Ce dernier a été arrêté pour avoir publié des ouvrages sur les minorités de Turquie mais également sur le génocide arménien en 1915. Parmi les interpellés, Busra Ersanli, constitutionnaliste, a été mise en garde à vue en même temps que 41 autres personnes « soupçonnées d'être liées à l'Union des communautés du Kurdistan (KCK) ». (*Libération*, 31/11/2011)

Par ailleurs, un procès a été ouvert mardi [22 novembre], contre deux journalistes accusés « d'avoir aidé une organisation qui cherchait à renverser le gouvernement islamo-conservateur » appelée Ergenekon. Nedim Sener, lauréat 2010 de l'Institut international de la presse, Ahmet Sik, et 12 autres inculpés, sont « soupçonnés d'avoir tenté de créer un terrain favorable à un coup d'Etat militaire en multipliant les attentats et les campagnes de désinformation ». (*Le Nouvel Observateur*, 22/11/2011)

Selon Johann Bühr, de Reporters sans Frontières : « Quelque 70 journalistes sont actuellement emprisonnés en Turquie, dont au moins 15 ou 20 pour leur activité journalistique ». Il ajoute que « l'effet d'intimidation qui en découle est extrêmement préoccupant ». (*Le Nouvel Observateur*, 22/11/2011)

## 7. Séisme

Un séisme meurtrier, d'une magnitude de 7,2, a frappé le sud-est de la Turquie dans la province de Van dimanche matin [23 octobre], causant la mort de 601 personnes et faisant plus de 4 150 blessés. Des dégâts considérables ont été déplorés : « près de 970 bâtiments se sont effondrés, dont de nombreux immeubles dont les structures ne répondaient à aucune norme sismique de construction. » (*Le Monde*, 25/10/2011).

Le premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, s'est rendu dans la nuit de dimanche à lundi à Ercis. Environ 1 300 secouristes, 145 ambulances, six bataillons de l'armée et des moyens aériens ont été envoyés sur les lieux du sinistre pour y fouiller les décombres et retrouver les survivants. (*Le Monde*, 23/10/2011). Face à l'ampleur du séisme, plusieurs Etats ont proposé leur aide : la Chine, l'Azerbaïdjan, le Japon, les Etats-Unis et Israël, mais aussi l'Otan et l'Union européenne. Tout en les remerciant pour l'aide proposée, Recep Tayyip Erdogan a déclaré que la Turquie pourrait faire face à cette situation.

Mais le gouvernement turc a finalement accepté l'aide étrangère, y compris celle d'Israël, le [26 octobre], en raison des faiblesses des services de gestion sur place, en particulier pour le

relogement des sinistrés. Des logements préfabriqués et des conteneurs ont été ainsi acheminés par l'Etat hébreux pour abriter les rescapés.

Ainsi, en dépit de la détérioration des relations entre Tel-Aviv et Ankara depuis l'épisode du Mavi Marmara ayant causé la mort de neuf Turcs en mai 2010, le gouvernement turc a accepté l'aide israélienne en soulignant par ailleurs que cela n'allait pas modifier leurs relations politiques. (*Le Point*, 27/10/2011)

### **Débats concernant la gestion des secours**

La lenteur des secours et les conditions de plus en plus précaires ont été dénoncées par les sinistrés. Le vice-président de l'AKP, Huseyin Celik, a déclaré : « Je ne crois pas que le Croissant-Rouge ait été suffisamment efficace dans la distribution des tentes. Il y a là un problème », « Je présente mes excuses au peuple. » (*Le Point*, 25/10/2011)

Le Premier Ministre turc a pour sa part reconnu « des manquements » concernant l'acheminement des premiers secours aux victimes, suscitant des tensions. La population locale, majoritairement kurde, a notamment critiqué l'insuffisance de tentes et de vivres, accusant les autorités turques de les discriminer : « Des sinistrés kurdes s'estimant défavorisés dans la distribution de l'aide, ont pris à partie la police et les journalistes à Van, avant d'être dispersés par la force. » (*Libération*, 25/10/2011)

Par ailleurs, l'opposition accuse le gouvernement turc d'un manque de prévention et de prise de mesures adéquates concernant l'hôtel Bayram, qui s'est effondré après le second séisme du 9 novembre (magnitude de 5,7) (*L'Express*, 11/11/2011). Cet hôtel avait résisté à la première secousse et avait abrité de nombreux journalistes et équipes médicales intervenant après le premier tremblement de terre.

## **8. Récapitulatif des journalistes ayant couvert le sujet turc (octobre-novembre 2011)**

**Le Monde**  
Guillaume Perrier

**Les Echos**  
Caroline Lechantre  
Denis Fainsilber

**L'Express**  
Catherine Gouëset

**Libération**

**Challenges**  
Simon Cameron-Moore  
Jean-Philippe Lefief

**Le Figaro**  
Laure Marchand  
Pierre Prier

**Le Parisien**

**Le Point**  
Daren Butler  
Henri-Pierre André

**Le Nouvel Observateur**  
Seyhmus Cakan  
Pierre Sérésier